

Pourquoi signer la **DECLARATION** de **PARIS** ?

La corruption est omniprésente dans notre société actuelle: les groupes industriels, les banques, les politiques sont constamment impliqués dans des affaires que les pouvoirs en place tentent d'étouffer.

Le citoyen moyen se rend compte progressivement de la non existence de la démocratie. Il comprend que les décisions élaborées et appliquées par l'autorité politique et administrative ne sont pas prises dans l'intérêt collectif, mais au profit d'une minorité de décideurs industriels et de banquiers, avec la complicité passive ou active de ces mêmes politiques.

Même beaucoup de centres de recherches universitaires, donc devant être considérés à priori comme indépendants, sont sponsorisés et financés par des groupes industriels. Comment pourrait-on concevoir que les publications de ces centres universitaires puissent être considérées comme objectifs? Des découvertes gênantes seront-elles publiées sans s'attirer les foudres des sponsors avec pour conséquences la suppression des crédits de recherche?

On peut constater que des chercheurs qui ont publié des travaux impliquant la nocivité de certaines technologies ou de certaines techniques industrielles, soit ont été mis à l'écart de leurs centres, soit ont vu leurs budgets de recherches supprimés, soit ont subi des pressions administratives insistantes en vue de les dissuader de poursuivre. Ceci ne peut se concevoir que par une collusion entre le monde politique, les administrations publiques et les milieux industriels.

Le citoyen de base souhaite qu'enfin une bouffée d'air frais puisse se manifester dans cette pourriture des institutions.

Eva Joly, Juge d'instruction dans l'affaire ELF explique très bien cette duplicité dans l'ouvrage intitulé "*Est-ce dans ce monde là que nous voulons vivre ?*" (Ed. Arènes/Folio, 2003). Elle montre combien le rôle des juges d'instruction est difficile voire entravé par les difficultés de transmissions des informations bancaires de pays à pays. Il ne s'agit pas de petites sommes (ce qui ne présente aucun intérêt), mais de dizaines, voire de centaines de millions de dollars qui voyagent sous secret bancaire dans des banques offshore en appauvrissant les pays dont ils proviennent. On a pu constater comment Mobutu et d'autres dirigeants africains ont pu se constituer des fortunes personnelles considérables couvrant parfois l'entièreté de la dette publique de leur pays. Ceci n'a pu se faire sans la complicité active de politiques et d'organismes financiers de toute la planète.

Il est temps de rendre la démocratie aux citoyens ou alors il faudra bien avouer que nous vivons dans des états à pratiques totalitaires dignes de républiques bananières.

Pour cela, signons nombreux la **Déclaration de Paris** afin de montrer aux élus que la démocratie n'est pas qu'un vain mot ou un slogan vide de sens que l'on brandit comme une bannière de procession en période électorale.

Jean-Marie Danze